

NOV 14 1975



NATIONS UNIES

UN/SA COLLECTION

ASSEMBLEE  
GENERALEDistr.  
LIMITEE

A/C.3/L.2176

12 novembre 1975

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Trentième session  
TROISIEME COMMISSION  
Point 12 de l'ordre du jour

## RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Incidences financières d'une proposition du représentant du Chili  
tendant à reproduire in extenso les déclarations faites par lui  
au cours des 2152ème et 2153ème séances, tenues respectivement le  
7 et le 10 novembre 1975

Etat présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 13.1  
du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies

1. L'alinéa e) du paragraphe 10 de la résolution 2538 (XXIV) du 11 décembre 1969 est conçu comme suit :

"Les discours ou déclarations prononcés par les représentants, par le Secrétaire général ou son représentant, ou par des personnes présentant des rapports au nom de comités ou autres organes ne pourront être reproduits in extenso dans les comptes rendus ou comme documents officiels que s'ils servent de base de discussion, pourvu que la décision pertinente ait été prise par l'organe intéressé après qu'un état des incidences financières de la décision lui aura été soumis conformément à l'article 13.1 du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies."

2. A la 2155ème séance de la Troisième Commission, tenue le 11 novembre 1975, le représentant du Chili a demandé que les déclarations qu'il avait faites durant le débat général soient reproduites in extenso.

3. Normalement, la transcription d'une heure de séance donne 25 pages de texte. Le coût des services internes nécessaires pour la transcription du texte original et la traduction, la composition et la reproduction des 25 pages dans les cinq autres langues est de 6 500 dollars.

4. Les interventions faites par le représentant du Chili à la 2152ème séance le 7 novembre et à la 2153ème séance le 10 novembre 1975 ont duré environ quatre heures au total. Sur cette base, le coût estimatif de la transcription, de la

traduction et de la reproduction de ces déclarations en six langues s'élèverait à environ 26 000 dollars.

5. Au cas où la Commission accèderait à la proposition du Chili, ses déclarations ne pourraient être transcrites qu'au moment où les tâches nécessairement prioritaires afférentes aux comptes rendus in extenso de l'Assemblée générale et de la Première Commission le permettraient.

-----